

**ECONOMIE POLITIQUE DE LA SOCIETE D'INFORMATION :
UNE VISION DU SUD**

Anita Gurumurthy et Parminder Jeet Singh
IT for Change

« Le Néolibéralisme est un projet politique pour l'inclusion des valeurs et des structures du marché, non seulement dans la vie économique mais aussi dans la vie sociale et politique. Son objectif est la restructuration des relations de pouvoir »¹.

Introduction

Durant les années 90 le projet néo-libéral a déplacé avec succès l'agenda traditionnel pour le développement des espaces politiques en globalité et, dans beaucoup de pays, chaque fois plus d'espaces politiques nationaux. Jusqu'à la fin du siècle XX ce projet a obtenu un avantage stratégique fondamental en profitant de l'espace théorique relatif au développement de la société d'information (SI) dans le Sud, en lui donnant une forme adaptée à ses propres intérêts. Dans ce sens, l'agenda néo-libéral a profité de trois facteurs dans le Sud : premièrement, les gouvernements du Sud ont considéré fondamentales les nouvelles technologies de l'information et les communications (TIC) comme une opportunité pour le développement économique (pour les exportations et création de nouveaux postes de travail) ; deuxièmement, les décideurs en matière de politique publique ont considéré les corporations multinationales (CMN) comme leaders naturels non seulement dans la provision de solutions mais aussi dans l'interprétation des nouveaux modèles technologiques, ce qui leur a fourni une influence énorme dans les décisions de ces politiques et troisièmement, le secteur traditionnel du développement², méfiant à l'égard des technologies de communication comme faisant partie du processus de globalisation, a eu une attitude quelque peu contradictoire, ou du moins un manque d'engagement, par rapport aux nouvelles opportunités de développement des TIC.

Les origines de la théorie des TIC

Au niveau global, le techno-centrisme précoce de l'« infrastructure globale de l'information » (*global information infrastructure, GII*) - un concept proposé par les Etats-Unis (USA) en 1993 - a été diminué pour obtenir une meilleure acceptation sociale à travers la notion d'une « société de l'information » - un concept proposé par l'Union Européenne (UE) en 1995. Le Nord a aussi cherché à occuper l'espace théorique en rapport avec les implications de la SI émergente du Sud. Une telle théorie a commencé à se développer dans les réunions de l'OCDE et celles du G8, et rapidement après, l'initiative de l'Equipe des Tâches sur les Opportunités dans le Cadre Numérique (*Digital Opportunity Task Force, DOT Force*)³ et le rapport de l'Initiative de

¹ Rodan, Garry (2004), *Neoliberalism and Transparency: Political Versus Economic Liberalism*, Working Paper No. 112, Septembre 2004, Murdoch University, <http://www.warc.murdoch.edu.au/wp/wp112.pdf>

² Utilisé dans ce document pour se référer aux acteurs concernés dans les différents secteurs du développement, de la santé à l'éducation, la sécurité alimentaire et au développement souhaité. Le terme est utilisé pour différencier ces acteurs de ceux de la nouvelle communauté d'acteurs des « TICD ».

³ Digital Opportunity Task Force (DOT Force), groupe créé par les chefs d'Etats du G8 lors du Sommet Kyushu-Okinawa, en Juillet 2000.

l'Opportunité Numérique (*Digital Opportunity Initiative, DOI*)⁴ effectués par une entreprise consultante privée, au côté d'une Fondation du Nord avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont consigné le cadre de ce qui serait accepté sans critiques comme la théorie principale des « TIC pour le développement » (TICD). Un tel cadre politique, qui valorisait le concept d'affaires sur la scène du développement, et qui en même temps fournissait des catégories conceptuelles assez étrangères aux pratiques traditionnelles de développement (certaines de ces catégories seront analysées par la suite dans ce document) était conforme aux prérogatives des ministères de TI et de télécommunications des pays en développement qui étaient aussi à la charge des TICD. Ces ministères ou départements étaient fondamentalement orientés vers la promotion de l'industrie de la TI, et par conséquent se sont sentis en adéquation avec le discours des CMN de la TI et des télécommunications, avec lesquelles ils ont dû négocier de façon intense. Le secteur privé, en majorité dominé par les CMN du Nord a été le principal conseiller de ces agences gouvernementales, dans la conception des politiques de TICD.

Par conséquent, dans le contexte d'une théorie extérieurement développée, les pratiques de TICD dans les situations locales des pays du Sud n'ont guère obtenu plus que des résultats progressifs peu systématiques. La TICD a adopté un rapprochement typique basé sur des applications et des solutions rapides exemptes de planification pour un changement systématique. Dans la mesure où davantage d'acteurs des pays en développement ont commencé à comprendre la portée et la signification des changements de la SI et ses conséquences dans la restructuration du développement, le mécontentement au sujet des cadres néo-libéraux des TICD a commencé à se faire entendre. Tandis que les agences multilatérales ont fait des ajustements progressifs dans leur vision de la TICD en incorporant quelques nouveaux modèles qui se sont retournés si forts au point d'être ignorés – le logiciel libre et l'accès gratuit aux télécommunications sont deux exemples significatifs – l'orientation essentiellement réactive de la TICD face au modèle néo-libéral dominant a signifié que cette opportunité sans précédent pour le développement basée sur les nouvelles TIC continue à être gaspillée.

Les véritables questions qui demandent une approche systémique de la TICD – le développement de l'infrastructure des TIC comme infrastructure sociale et de développement crucial qui doivent être pourvus publiquement ; assurer la rapide diffusion de l'innovation technologique de manière équitable et la réalisation des investissements nécessaires pour la transformation des institutions et des organisations impliquées dans des activités de développement – tombent toutes dans le cadre de l'économie politique. Celles-ci peuvent être inadéquates pour l'unique logique économique selon laquelle les néo-libéraux veulent gouverner le monde. Il est donc nécessaire de considérer la SI émergente dans un cadre économique politique du point de vue des pays en développement. Le point de départ de cet exercice est la formulation d'une nouvelle théorie de TICD – ou une SI pour le Sud⁵ - dans laquelle les aspects historiques, sociaux et politiques doivent laisser un espace suffisant aux aspects économiques.

Un récent rapport du Groupe d'Etudes des Nations Unies sur la TIC (UN ICT Task Force)⁶ met en avant une erreur concernant les cadres actuels, en signalant que le contexte dépolitise les TICD ;

⁴ Digital Opportunity Initiative. <http://www.opt-init.org>

⁵ Le concept « une SI pour le Sud » définit les questions relatives aux changements institutionnels et de la société de façon plus juste que le concept des TICD.

⁶ "Innovation and Investment: Information and Communication Technologies and the Millennium Development Goals" - Report Prepared for the United Nations ICT Task Force in Support of the Science, Technology & Innovation Task Force of the United Nations Millennium Project.
<http://www.unmillenniumproject.org/documents/Innovation%20and%20Investment%20Master.pdf>

“Toutefois, au lieu de remettre en question la TIC sur les politiques et programmes de développement, les professionnels ont eu tendance à considérer la TIC comme une solution type “caisse noire”, située dans un monde d’intérêts communs, de bénéfice mutuel, entre les pays développés et les pays en développement.”

De ce fait, la phase finale du Sommet Mondial de la Société d’Information (SMSI) a représenté une rupture totale de l’engagement du Sud et de la société civile (SC) avec le discours dominant au sujet de la SI, déterminée à grande échelle par les gouvernements et les CMN du Nord. La position extrême du Nord, en particulier les Etats-Unis, dans le SMSI en ce qui concerne les sujets fondamentaux qui concernent le Sud équivaut à remettre en question la base logique du SMSI lui-même. Dans le contexte émergent les acteurs du Sud n’auront qu’à provoquer une cassure claire et nette avec les modèles existants en rapport avec la SI, déterminés en grande partie par le Nord, et commencer un processus d’articulation d’un nouveau modèle de la SI qui surveille les intérêts de développement du Sud. Cette action nécessite que l’on commence à interroger les concepts existants en rapport avec la TICD, suivie d’une ré-articulation du processus du SMSI à travers une analyse de son économie politique.

L’économie politique du SMSI

Le SMSI a commencé avec un mandat politique très fort : « *construire une Société de l’Information axée sur les personnes, intégrée et orientée pour le développement* »⁷. Cependant, toute possibilité d’atteindre des objectifs sociopolitiques a été mise en échec par une forte opposition des gouvernements du Nord d’idéologie néo-libérale aux interventions des politiques publiques requises pour atteindre ces dits objectifs. Cette position politique est fortement démontrée dans les trois thèmes principaux de l’ordre du jour du Sommet de Tunis.

Financement de la TICD

Les nécessités d’infrastructure et autres nécessités pour la TICD ont été déroutées lors du SMSI par le rejet de la part des pays développés à déterminer toute ressource supplémentaire. Toute nouvelle assistance financière devra être sous forme de volontarisme, une formule néo-libérale souvent employée pour geler des sujets de considération éthique. La croyance sous-jacente est que les TIC et la SI sont principalement des sujets économiques qui fonctionneront mieux si elles sont laissées sous la direction du marché et du secteur privé. Les sujets sociaux et relatifs au développement de la SI qui sont d’importants secteurs d’intervention de politiques publiques et d’importants sujets de l’agenda du Sud, ont été rejetés.

Gestion d’Internet

La démonstration de pouvoir et de position unilatérale des Etats-Unis par rapport à la gestion d’Internet est assez osée. Le principe opérationnel des Etats-Unis est la formulation néo-libérale « BAIGNOIRE », le sigle « Tchatchérien » pour l’expression anglaise suivante “*there is no alternative*” – il n’y a pas d’alternative. Le fait que les objections des Etats-Unis ont arrêté la désignation du domaine xxx par exemple, et que des objections similaires de la part d’autres gouvernements n’ont servi à rien, il existe une série de conséquences pour une gestion globale juste et équitable d’Internet. Les sujets importants de la SI émergente ont besoin de réponses de politiques globales claires et spécifiques. Celles-ci ne peuvent pas être traitées avec l’immobilisme qui a caractérisé les engagements des politiques globales de l’ère pré-SI.

⁷ Déclaration de Principes du SMSI: *Construire la Société de l’Information : un défi global pour le nouveau millénaire*, Genève, Décembre 2003. <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html>

Suivi du SMSI

Il est évident que l'importante domination d'une SI globale constitue un meilleur dialogue en ce qui concerne les politiques globales et les forts mécanismes de gouvernance globale. Cependant, les gouvernements du Nord – principalement les Etats-Unis – ont adopté une position claire opposée à ce que le dialogue sur les politiques ou les engagements relatifs à la SI continue au-delà du SMSI. Le message du Nord est clair : la SI ne demande pas une forte intervention politique et peut s'ouvrir aux marchés pour l'établissement d'une société d'information intégrée. Malheureusement, la majorité des pays en développement n'ont pas été en mesure d'orchestrer une réponse énergique pour s'opposer à cette attitude et se sont soumis, par défaut, au modèle néo-libéral de la SI.

En analysant les TICD

Il sera utile de réviser les principaux concepts du modèle dominant de la TICD, en les analysant du point de vue de la politique économique. Cette révision devra être liée à une théorie viable d'une SI orientée sur le développement du Sud.

Politiques de TICD

Les politiques de TICD dans la majorité des pays en développement sont le domaine des départements de technologie de l'information (TI) et des télécommunications. Ces départements s'arrêtent plus sur les affaires et les aspects technologiques de la TIC et, dans beaucoup de pays, possèdent un fort moyen ingénieux et détourné pro-marché⁸. Comme résultat, les politiques de TICD sont, à la fois, excessivement orientées vers le marché et pas assez axées sur le développement. Les départements de développement de ces pays ne possèdent pas une bonne orientation en TICD et même, si ils l'avaient, ils seraient encore dans l'impossibilité de l'utiliser par manque d'instruments importants de politiques de TICD. La TICD sous-entend d'importantes questions de convergence tant au niveau des politiques que de la pratique – de l'infrastructure jusqu'aux points de service – qui font souvent partie du domaine des départements de la TI. Au moment où la situation change, l'opportunité de la TICD est mieux comprise et les secteurs directement liés au développement produisent de nouveaux modèles.

Développement de Capacités

Le développement de capacités, autre concept important de la TICD, a aussi pris ombrage de la politique économique. Le modèle dominant interprète le développement institutionnel de capacités comme contrôleur de l'entraînement jusqu'à une politique de télécommunications orientée vers le marché et le développement individuel de capacités comme un entraînement de « travailleurs de la connaissance » pour s'adapter aux valeurs globales de la TIC. Il existe des demandes très importantes – et souvent cruciales – de capacités tant au niveau institutionnel/organisationnel qu'au niveau individuel/communautaire pour modeler l'opportunité de la SI pour le développement, mais ces demandes n'ont pas été suffisamment élaborées.

Associations de plusieurs acteurs (Multi-Stakeholder Partnerships, MSPs)

Les MSP ont été au centre du discours concernant la TICD. Bien qu'il soit certain que des acteurs externes aux gouvernements ont obtenu un certain degré de participation, dans les analyses existantes, le contexte des MSP a besoin d'être analysé en profondeur. La vision des

⁸ Cette affirmation provient des expériences des pays du Sud de l'Asie, où le foyer des gouvernements de l'industrie de la TI est particulièrement fort. La véracité de cette dernière peut varier le cas échéant dans d'autres pays en développement.

MSP dans la TICD a comme antécédent l'idée que le secteur privé (généralement CMN) possède l'expérience nécessaire dans les applications et les modèles des TIC, et que par conséquent, ses recommandations sont considérées très importantes dans l'établissement des politiques de TICD. La société civile a été insérée dans ces structures pour de façon générale, maintenir l'apparence d'une représentation juste, en ayant, cependant, peu d'influence dans l'élaboration des modèles de la TICD et en se compromettant rarement de façon critique avec eux. Avec l'arrivée de nouveaux leaders en ce qui concerne les idées, dans les gouvernements locaux et la société civile – spécialement dans le secteur traditionnel du développement – la situation se retrouve beaucoup mieux équilibrée pour l'établissement de MSP dont le point de contrôle se trouve dans des organismes publics – représentants des intérêts publics – et non chez les partenaires du secteur privé.⁹

Infrastructure de TIC

La croissance exponentielle de la téléphonie mobile des dernières années, dans pratiquement tous les pays, suivant la privatisation des télécommunications, a été utilisée comme exemple du triomphe du néo-libéralisme dans le domaine de la TIC. Un article dans *The Economist*¹⁰ a utilisé la révolution de la téléphonie mobile menée par le secteur privé comme argument pour mettre en question les initiatives de TICD financées par des donateurs qui utilisent des ordinateurs et des centres de téléphonie dans des petits villages. Par conséquent, cet article soutient qu'en fonction de la grande demande, les téléphones et spécialement les téléphones mobiles, sont utiles aux pauvres alors que les ordinateurs et Internet sont d'aucune utilité.

Infrastructure des TIC

L'article implique, alors, que le Sud doit se contenter de téléphones mobiles et attendre que le marché réponde à n'importe quelle demande, au cas où il existerait un besoin d'ordinateurs et d'Internet. La Banque Mondiale a, à plusieurs reprises, célébré le phénomène de la téléphonie mobile, de la même façon en mettant en avant comme preuve que les marchés seront capables de conduire de façon majoritaire les transformations de la SI dans le Sud¹¹.

Du point de vue du développement il est important de comprendre que la SI ne concerne pas uniquement la téléphonie mais – de par sa définition – concerne également les profondes transformations des institutions sociales qui donnent accès à Internet ainsi que les technologies associées. Dans le Nord, la TIC a évolué à partir d'une dialectique entre les institutions et le marché. Par conséquent, on peut espérer une certaine maturité des marchés pour répondre aux nécessités des développements institutionnels d'une SI émergente. Cependant, dans la majorité des pays développés, les nouvelles technologies représentent des nouvelles opportunités institutionnelles et organisationnelles qui doivent être réalisées principalement à travers une planification consciente et logique. L'infrastructure des TIC, l'équipement, le *logiciel libre* et les capacités associées sont le point de départ pour ces transformations institutionnelles/organisationnelles qui contiennent la promesse de changement du modèle nécessaire pour réaliser les objectifs de développement. On ne peut pas espérer que les marchés

⁹ Pour des questions relatives aux “points de contrôle” dans les associations entre tous les acteurs intéressés (MSPs, en anglais) dans les TICD, voir “Pro-Poor Access to ICTs - Exploring Appropriate Ownership Models for ICTD initiatives” – une étude de trois cas menée à terme par IT for Change pour le PNUD.

<http://www.itforchange.net/projects/#pro-poor>

¹⁰ http://www.economist.com/printedition/displaystory.cfm?Story_ID=3742817, “The real digital divide”, *The Economist*, 10 Mars 2005.

¹¹ “Financing Information and Communication Infrastructure Needs in the Developing World: Public and Private Roles” – brouillon pour discuter.

[http://lnweb18.worldbank.org/ict/resources.nsf/a693f575e01ba5f385256b500062af05/04c3ce1b933921a585256fb60051b8f5/\\$FILE/financingICT_Draft.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/ict/resources.nsf/a693f575e01ba5f385256b500062af05/04c3ce1b933921a585256fb60051b8f5/$FILE/financingICT_Draft.pdf)

par eux-mêmes ne couvrent aucune de ces nécessités cruciales. De fortes interventions politiques et des investissements publics substantiels sont indispensables pour cet objectif.

L'architecture de la TIC nécessaire pour réaliser la transition jusqu'à une stratégie de développement total basée sur les TIC requiert une infrastructure de TIC au niveau national qui inclut connectivité, accès, équipements et *logiciel libre*, ainsi que des capacités au niveau individuel, communautaire ou institutionnel/organisationnel. Comme point de départ il est important d'explorer l'impératif politique afin de fournir une connexion comme un service public, comme plate-forme basique sur laquelle les autres demandes peuvent être traitées. Un bon exemple de ce type de service est le modèle à haut débit rural établi par le Gouvernement de Andhra Pradesh en Inde¹², où le gouvernement a fixé le prix de la connexion à 2 MBPS, dans chaque village du pays, à 2.3 dollars par mois pour la connexion et a lancé un appel aux soumissionnaires pour la provision de ce service. Le gouvernement a calculé qu'il établira la connexion pour 44.000 bureaux d'état, ainsi que pour 22.000 centres civiques de services dans les villages. Un consortium conduit par le secteur privé a assumé le contrat et un secteur a déjà été complètement connecté.

Presque toujours la direction du secteur public dans le développement des conditions est nécessaire pour la capitalisation des opportunités des TICD. Au-delà de la connexion, l'infrastructure d'accès¹³, ainsi que la disponibilité des équipements économiques et adaptés et *le logiciel libre*, sont en général liés aux interventions politiques et aux investissements réalisés par le secteur public.

L'argument des biens publics globaux - le dernier bastion de compromis avec le modèle dominant des TICD

Etant donné la frustration face au peu de réponses des gouvernements du Nord pour affronter les nouvelles nécessités du développement du Sud en rapport avec les opportunités de la SI, la société civile a utilisé l'argument des « biens publics globaux (BPG) » comme justificatif d'un impôt global pour le financement des TIC dans les pays les moins développés (LDC). Les pays du Nord, cependant, n'y ont pas prêté attention. Bien que ce soit un argument utile, du point de vue tactique, pour obtenir l'engagement financier des pays riches, la proposition des BPG a des limites évidentes. D'une part, en examinant le modèle, et en considérant les TIC elles-mêmes comme « BPG impurs », cela pose le problème de l'acceptation de la connaissance comme BPG. Toutefois, la nouvelle économie est basée sur le principe suivant : considérer la connaissance comme la ressource la plus précieuse. Par conséquent, dans la situation actuelle, le Nord acceptera difficilement l'argument qui dit que la connaissance est un BPG. D'autre part, l'argument pour le financement de la TICD basé sur les extérieurs des TICD est contradictoire en lui-même, puisque le gouvernement et les CMN dans le domaine des TIC cherchent toujours à rendre internes ces extérieurs à travers des initiatives « orientées », telles que l'Initiative de Liberté Digitalé (*Digital Freedom Initiative*)¹⁴ du gouvernement des Etats-Unis – directement liée à l'expansion des opportunités de marché des compagnies de ce pays – ou projets des CMN pour le développement des capacités des éducateurs scolaires des pays en développement sur des plate-formes foncières.

L'argument des BPG compromet les néo-libéraux dans leur propre langage – celui de l'intérêt propre. Toutefois, ces ré-interprétations des impératifs de développement peuvent être portées à des limites irrationnelles, dans lesquelles tous les Objectifs de Développement du Millénaire et, l'égalité et la justice sociale au niveau mondial soient considérés BPG. Ces interprétations de sujets relatifs au développement, qui se placent dans une situation de « bénéfice mutuel évident », dépolitisent la question du développement lui-même, en affaiblissant et distrayant la nécessaire orientation politique pour le plan d'aménagement et la mise en œuvre d'intervention du système

¹² <http://www.freepress.net/news/6124> and <http://apts.gov.in/apbroadbandnetwork.html>

¹³ Points d'accès communautaire

¹⁴ "Digital Freedom Initiative": <http://www.dfi.gov/>

de développement, celles qui, comme cela a été précisé précédemment, sont particulièrement nécessaires dans le domaine de la TICD.

Les intérêts des pays en développement bénéficieront davantage d'une conception de la TICD et de la SI pour le développement en dehors de l'économie, dans des cadres sociopolitiques. Comme cela a été mentionné précédemment, l'infrastructure basique de la TIC, considérée dans ce document au sens large, doit être vue comme une responsabilité sociale de l'état et traitée au même titre qu'un service public, de la même manière que l'éducation de base est perçue aujourd'hui. Tandis que l'éducation traite fondamentalement le développement de la connaissance et des capacités, la nouvelle structure de la TIC est orientée vers la provision de ces domaines, outre les associations et les cadres institutionnels et organisationnels, pour maximiser l'opportunité de chaque individu et pour toute communauté.

Vers une nouvelle théorie et pratique de la SI pour le Sud

A un plus grand niveau, l'investissement dans le développement et l'évolution d'une stratégie de développement basé sur la TIC sous-entendra du travail à deux niveaux. Le premier niveau est la « matrice de développement basée sur la TIC » y compris la connexion, l'accès, la capacité et de nouveaux ordres institutionnels/organisationnels. Le second niveau est un compromis organique des communautés avec les TIC – sous forme localisée ou d'après un contexte – à travers lequel celles-ci sont liées à la « matrice » pour la recherche des objectifs auto-déterminés.

Au niveau de la communauté, les efforts et l'investissement doivent être effectués en fonction des gens qui « possèdent » la technologie et ses processus, et ainsi être reliés du mieux possible à la « matrice ». Dans le développement de cette « matrice » il faudra effectuer une grande planification et un investissement dans l'utilisation de la TIC pour la transformation des institutions et des organisations liées aux actions de développement.

Vous trouverez ci-dessous deux impératifs politiques pour démontrer ce qui a été mentionné précédemment, tant au niveau national que global :

Au niveau national et sub-national

Il faut faire une nette distinction entre l'aspect de la TIC lié à la croissance économique et son utilisation en fonction d'une nouvelle infrastructure de développement. Dans une grande mesure, le développement des politiques et d'un environnement propice pour atteindre les meilleurs résultats sur les deux fronts sont communs. Toutefois, on peut souvent se donner la nécessité de faire un engagement politique mais ceci doit être négocié politiquement. En Inde, par exemple, les intérêts du secteur de TI domestique et de la classe moyenne urbaine – qui participent grandement au positionnement de l'Inde dans la chaîne de valeur globale de la TI et dans l'industrie des services habilités pour la TI – peuvent être plusieurs fois en conflit avec la subvention de la téléphonie dans les zones rurales, le soutien politique du *logiciel* libre, les régimes plus ouverts pour la connaissance et la participation des contenus dans des plate-formes digitales. Le principal impératif, tant au niveau national que sub-national, est de différencier clairement l'opportunité centrale et l'espace d'activité de la TICD des TIC pour le développement de marchés et la croissance économique. Le cadre pour le développement de politiques et d'actions pour la TICD doit se déplacer des ministères de TI et des télécommunications aux secteurs centraux de développement. Un nouveau foyer des gouvernements, axé exclusivement sur les aspects liés au développement de la TIC et dirigé vers une infrastructure de développement basée sur la TIC, est une requête urgente et importante pour la majorité des pays en développement.

Au niveau global

Comme décidé avec la communauté de donateurs et avec les Institutions Financières Internationales, il faudra articuler une bonne approche pour l'investissement dans une infrastructure de développement basée sur la TIC, celle qui devra conceptualiser de forme indépendante l'infrastructure économique. Par rapport à l'aide pour le développement, la communauté de donateurs et la communauté financière font face au dilemme qui est de savoir si il est nécessaire d'injecter plus de ressources dans les activités de développement déjà existantes des pays du Sud ou si il est préférable d'investir dans des mécanismes institutionnels qui utilisent de façon plus efficace les ressources déjà existantes. Les défenseurs du néo-libéralisme ont utilisé ce dernier argument pour réduire les investissements du développement pour les orienter vers le soutien des structures basées sur le marché avec une intervention publique minimum. En affirmant, de façon implicite, que les marchés assurent la meilleure utilisation des ressources, dans le cas par exemple des nécessités liées au développement. Les investissements en infrastructure et les investissements institutionnels dans le développement basé sur les TIC fournit *une vie moyenne* entre ces deux analyses. Les investissements en TICD ne sont pas des investissements directement liés au développement, mais plutôt destinés à des actions de développement afin qu'elles soient plus effectives et efficaces. Les pays en développement ont besoin de produire des arguments convaincants pour ces investissements « inducteurs d'efficacité » pour qu'ils ne soient pas nécessairement liés à la suprématie des marchés et des institutions qui les approuvent. La plus grande efficacité des investissements en développement est réellement obtenue par la mise en œuvre d'une infrastructure de développement basée sur les TIC, comme mentionné précédemment.

Toutefois, les accords sur les efficacités se basent en d'autres termes sur les objectifs de développement. Sur ce point, l'agenda néo-libéral peut différer de forme significative de la pensée traditionnelle du développement, basé sur les principes d'équité et de justice sociale. Il est, par conséquent important de construire de puissantes alliances Sud-Sud – avec la participation des gouvernements sub-nationaux et locaux, ainsi qu'avec la société civile traditionnelle et les organisations basées sur les communautés – pour développer un nouveau modèle de SI pour le Sud axé sur le développement.